

Délibération n° 2021-12-02/10

Objet : Modification de la délibération n° 2021- 09 -23 / 03 du 23 septembre 2021 suite à une erreur matérielle du montant à refacturer à 3M dans le cadre de la convention de refacturation entre la ville de Pérols et Montpellier Méditerranée Métropole relative au remboursement de factures ENEDIS

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 02 DECEMBRE 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi deux décembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 26 novembre 2021, s'est réuni à 19h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillerme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise par voie électronique, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 24

Nombre de membres représentés : 4

Secrétaire de séance : Patricia NIVASSE

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVASSE - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Julien RODIER - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés : Colette MORETEAU *pouvoir à* Brigitte RODRIGUEZ, Pascale MARCHAL *pouvoir à* Jean-Pierre RICO - Romain CASAS-MATEU *pouvoir à* Jean-Pierre RICO, Laurie BELTRA *pouvoir à* Olivier BOUDET

Absent non représenté : Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

La délibération n°2021-09-23/03 du 23 septembre 2021 a approuvé la refacturation entre la ville de Pérols et Montpellier Méditerranée Métropole relative au remboursement de facture ENEDIS pour un montant de 42 316,24 €.

Cependant, à la demande de la Trésorerie de Mauguio, il convient de modifier la délibération du 23 septembre dernier et de délibérer à nouveau pour prendre en compte le montant validé par cette dernière qui s'élève à 38 506,70 € au lieu de 42 316,24 €.

Pour rappel, le décret n°2014-1605 en date du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole à partir du 1er janvier 2015 emporte concomitamment le transfert intégral et définitif de la compétence voirie des 31 communes membres de la Métropole.

C'est le cas également du réseau d'eaux pluviales dont les postes et stations de relevage ainsi que des fontaines.

En 2016, lors du transfert des compétences et des équipements des communes vers la Métropole, 6 compteurs de postes de relevage et le compteur d'une fontaine sont restés propriété de la ville de Pérols jusqu'en 2020.

Durant la période 2016-2020, les factures d'électricité correspondantes ont été acquittées par la Ville de Pérols et doivent être refacturées à la Métropole, pour un montant de 38 506,70 € TTC.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

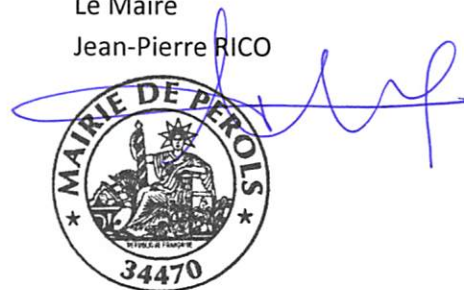
- ✦ Approuver la modification de la délibération n°2021-09-23/03 du 23 septembre 2021 ;
- ✦ Autoriser M. le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0
Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 02 décembre 2021

Le Maire
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.